



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 12/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SILAC SNC**

Route de Combeaufontaine  
BP 14  
70600 Champlitte

Références : UID257090/SPR/CD 2025 - 0512A  
Code AIOT : 0005901096

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement SILAC SNC implanté Route de Combeaufontaine BP 14 70600 Champlitte. L'inspection a été annoncée le 29/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a visé notamment les rejets dans l'eau, en lien avec la démarche Recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SILAC SNC

- Route de Combeaufontaine BP 14 70600 Champlitte
- Code AIOT : 0005901096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est un établissement spécialisé dans le traitement de surface des profilés aluminiums par thermo-laquage pour le bâtiment (fenêtres, vérandas) ; l'usine est équipée d'une chaîne de laquage par traitement en position verticale, de deux chaînes de traitement en position horizontale ; elle dispose également d'un atelier de parachèvement et sertissage, un hall de stockage pour les matières premières et produits finis et d'une station de traitement des eaux.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	Demande d'action corrective	2 mois
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article annexe	Sans objet
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16 I.	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 bis	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant de disposer de l'ensemble des éléments permettant ensuite aux services de l'inspection de se positionner sur les propositions de surveillance des concentrations et flux de rejets dans l'eau proposés par l'exploitant.

En particulier, dans le cadre des suites de la présente visite, l'exploitant est appelé à répondre au courriel du 11 avril 2025 par lequel l'inspection des ICPE lui a soumis pour avis un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, accompagné d'un projet de rapport de présentation, visant à régulariser la situation administrative du présent établissement vis-à-vis des dernières évolutions

réglementaires (décrets modifiant la nomenclature ICPE, arrêté ministériel RSDE).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article annexe
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  N° de rubrique : 2565-2.a) régime de l'autorisation : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. Lorsqu'il y a mise en œuvre de cadmium (A)</li><li>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume total des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 l (A)b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1500 l (D)</li><li>3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements sans mise en œuvre de cadmium (D)4. Vibro-abrasion, le volume total des cuves de travail étant &gt; à 200 l (D)</li></ol> N° de rubrique : 2940-3.a) : régime de l'autorisation : 2940-3.a) : Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile ....) à l'exclusion : <ul style="list-style-type: none"><li>• des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521 ;</li><li>• des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ;</li><li>• des activités de revêtements sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930 ;</li><li>• ou de toute activité couverte explicitement par une autre rubrique.</li></ul> <ol style="list-style-type: none"><li>3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) Supérieure à 200 kilogrammes/j (A) b) Supérieure à 20 kilogrammes/j, mais inférieure ou égale à 200 kilogrammes/ j (D)</li></ol>
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2007 précise le classement de l'installation au titre de la rubrique 2565-2.a) relevant du régime de l'autorisation. Au vu des capacités mises en oeuvre, l'installation relève maintenant de la rubrique IED 3260 Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes relevant également du régime de l'autorisation. En outre, l'exploitant précise que l'activité de peinture 2940 : capacité de 2,34 t/j de peinture poudre appliquée (poudrage électrostatique en cabine, passage en tunnel de cuisson) ne présente pas de rejets aqueux.

<p>Le positionnement au titre de RSDE (recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau) se fait donc uniquement sur la rubrique 3260 - traitement de surface.</p> <p>Pour information, la régularisation de cette situation administrative fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire soumis pour avis à l'exploitant par courriel le 11 avril 2025 dans le cadre des suites de la présente visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Plan des réseaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection son plan de circulation des eaux : il comprend les circulations des eaux pluviales, des eaux pluviales polluées, des eaux industrielles et des eaux usées.</p> <p><b>Non-conformité :</b> le plan ne comprend pas les réseaux de collecte des effluents à l'intérieur de son installation, le poste de mesure et les vannes manuelles et automatiques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complètera son plan avec les réseaux de collecte des effluents à l'intérieur de son installation, le poste de mesure et les vannes manuelles et automatiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 3 : Conditions de rejet**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16 I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique un point de rejet unique des eaux industrielles. Le point de rejet ne présente pas de couleur particulière, il n'est pas observé d'éléments particuliers au droit du rejet : il permet une bonne dilution des eaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Autosurveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit - pH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au vu des informations saisies dans l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) entre janvier 2024 et novembre 2024, concernant le :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• débit : les valeurs de volume moyen journalier traité sont comprises entre 8 m3/j et 98 m3/j (valeur moyenne de 48,9524 m3/j) pour une valeur limite fixée dans l'arrêté préfectoral à 107 m3/j ;</li> <li>• pH : les valeurs de pH sont comprises entre 7,0 et 7,9 (valeur moyenne de 7,329) pour une gamme de valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral entre 6,5 et 9.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Autosurveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : - la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 34 et 35 du présent arrêté.</p> <p>NOTA : article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 : I.-Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de</p>

surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.

II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

#### **Constats :**

L'exploitant saisit dans GIDAF les concentrations et flux des paramètres suivants :

- MES (code SANDRE : 1305) : journalière
- DCO (code SANDRE : 1314) : journalière
- Cr VI (code SANDRE : 1371) : journalière
- NO2- (code SANDRE : 1339) : hebdomadaire
- P total (code SANDRE : 1350) : hebdomadaire
- Al (code SANDRE : 1370) : hebdomadaire
- Ti (code SANDRE : 1373) : hebdomadaire
- Zn (code SANDRE : 1383) : hebdomadaire
- Ni (code SANDRE : 1386) : hebdomadaire
- Cu (code SANDRE : 1392) : hebdomadaire
- Fe (code SANDRE : 1393) : hebdomadaire
- Cr III (code SANDRE : 5871) : hebdomadaire
- Fluorures en F total (code SANDRE : 9962) : hebdomadaire
- Hydrocarbures totaux (code SANDRE : 9969) : hebdomadaire
- AOX (code SANDRE : 1106) : semestrielle
- tributyl P (code SANDRE : 1847) : semestrielle

La périodicité des mesures est respectée.

L'exploitant indique que les paramètres Arsenic et Zirconium sont surveillés depuis 2021, sans norme de rejet.

**Non-conformité** : l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 identifie d'autres paramètres non surveillés par l'exploitant et nécessitant un suivi et en particulier :

- au titre des macropolluants classiques : l'azote global (code SANDRE : 1551) ;
- au titre des autres paramètres globaux : les cyanures libres (code SANDRE : 1084) ; en outre, les paramètres à suivre concernant les hydrocarbures et les fluorures sont « Indice hydrocarbures (code SANDRE : 7007) » [et non « hydrocarbures totaux (code SANDRE : 9969) »] et « Ion fluorure (code SANDRE : 7073) » [et non « Fluorures en F total (code SANDRE : 9962) »] ;
- au titre des polluants spécifiques du secteur d'activités : l'argent (code SANDRE : 1368), le cadmium (code SANDRE : 1388), le plomb (code SANDRE : 1382), l'étain (code SANDRE : 1380), le chloroforme/trichlorométhane (code SANDRE : 1135).

L'exploitant a fourni à l'inspection en 2021 un tableau de positionnement au titre de RSDE pour identifier les substances susceptibles ou non d'être rejetées par l'installation. Il précise que

certaines résultats sont issus d'une thèse menée en partenariat avec l'entreprise Silac (Euvrard, 2016, Substances dangereuses dans les effluents de traitement de surface : identification et traitement par des procédés innovants). Ce tableau précise sur un certain nombre de paramètres : "pas de détection sur 3 ech. Thèse" ou "limites de quantification proche des valeurs détectées".

Il s'agit de :

- argent ;
- cadmium ;
- cyanures libres ;
- étain.

A noter qu'au titre des "Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau", l'exploitant a sollicité en 2012 ses différents fournisseurs sur la présence éventuelle d'alkylphénols dans les préparations introduites sur le site de SILAC, dans l'objectif de supprimer le rejet de Nonylphénols (code SANDRE : 1958), en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. L'exploitant a fourni lors de l'inspection quelques courriers de réponse.

L'exploitant précise qu'il analyse également de manière journalière les paramètres DCO, MES, Fluorures et Aluminium.

L'exploitant n'a pas déposé de porter à connaissance relatif à des modifications des installations depuis son arrêté préfectoral de 2007.

Pour information, la régularisation de cette non-conformité fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire soumis pour avis à l'exploitant par courriel le 11 avril 2025 dans le cadre des suites de la présente visite.

**Non-conformité** : l'exploitant réalise directement les prélèvements et sous-traite les analyses. Or aucune information n'a été communiquée sur le respect de l'avis du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement en ce qui concerne les normes utilisées pour le prélèvement.

Le laboratoire sous-traitant réalisant les analyses (EUROFINS site de Saverne) utilise les méthodes normalisées suivantes :

- paramètre : ST-DCO : ISO 15705 ;
- paramètre : MES : NF EN 872 ;
- paramètres : métaux dont Aluminium, Arsenic, Chrome, Cuivre, Fer, Nickel, Titane, Zinc, Zirconium : NF EN ISO 15587-2 (l'avis sur les méthodes normalisées cite la norme NF EN ISO 15587-1) ;
- paramètre : hydrocarbure totaux : NF EN ISO 9377-2

Elles sont conformes à l'avis du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera que les méthodes de prélèvement sont conformes à l'avis du 11 avril 2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (3. mesurage dans l'eau). (dont norme

FD T90-523-2 (octobre 2019) - Guide d'échantillonnage pour le suivi de la qualité des eaux dans l'environnement - Partie 2 : échantillonnage d'eaux résiduelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La majeure partie des valeurs observées sont inférieures à celles fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2007 (et sa modification : arrêté préfectoral du 25 juin 2010 - modification sur les fluorures).  (voir point de contrôle suivant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b>  En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment : - les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).  <b>NOTA :</b> article 58.IV de l'arrêté du 2 février 1998 IV. - Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant. L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.
<b>Constats :</b>

Lors des derniers dépassements enregistrés sur GIDAF, l'exploitant a fourni une explication et une mesure corrective.

Ainsi en février 2024, un dépassement en DCO a été observée : 202 mg/L le 21 février 2024 pour une valeur limitée d'émission de 150 mg/L. L'exploitant a indiqué que des pièces huileuses d'un client étaient passées sur une des chaînes de production. Il a précisé, tant le cadre des mesures correctives réalisées, que le client a été informé du problème. Ce dépassement ne s'est pas reproduit depuis.

OBSERVATION : l'exploitant s'assurera de la transmission de ces déclarations (mois d'octobre 2024 : au stade initialisé mais non transmis).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures et analyses

**Prescription contrôlée :**

I. - Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.

**Constats :**

L'exploitant a communiqué à l'inspection les résultats des analyses du 03 octobre 2024 en rejet de station (prélèvement effectué dans le décanteur avant rejet dans le milieu naturel). Les prélèvements sont réceptionnés par MAPE groupe à Etupes puis les analyses sont sous-traitées à EUROFINs site de Saverne ou site de Maxéville (tous deux accrédités COFRAC respectivement n°1-1488 et 1-0685).

**Type de suites proposées :** Sans suite